

# Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	7
<b>Préface</b> .....	9
<b>Liste des principales abréviations</b> .....	13
<b>Introduction générale : droit et indicateurs</b> .....	17
<b>Partie 1. Droit et établissement d'indicateurs (post-)croissanciels</b>	
Introduction de la Partie 1. Le droit de l'établissement d'indicateurs institutionnalisés .....	59
Chapitre 1. La conception de l'image de notre économie : le droit de l'établissement du PIB.....	63
Chapitre 2. Le droit de l'établissement d'indicateurs post-croissanciels.....	147
Conclusion de la première partie .....	249
<b>Partie 2. Usages juridiques d'indicateurs (post-)croissanciels</b>	
Introduction de la Partie 2.....	253
Chapitre 1. Les usages juridiques du PIB et de ses dérivés .....	257
Chapitre 2. Les usages juridiques des indicateurs de prospérité élargie.....	359
Conclusion de la deuxième partie .....	435
<b>Partie 3. Penser les clés juridiques de l'au-delà du PIB au prisme du droit de la quantification</b>	
Introduction de la Partie 3.....	439
Chapitre 1. La quantification dans les systèmes juridiques : exposé des déterminants juridiques de l'effectivité d'un indicateur.....	443
Chapitre 2. Cadre (supra-)constitutionnel du droit de la quantification.....	513
Chapitre 3 . Étendre, soumettre, préciser : ce que les indicateurs font au droit.....	573
Chapitre 4 . Repenser l'institutionnalisation des indicateurs (post-)croissanciels au regard des finalités intrinsèques du droit : trois stratégies .....	611
<b>Conclusions générales</b> .....	641
<b>Bibliographie</b> .....	653
<b>Table des matières</b> .....	707
<b>Tables des figures et tableaux</b> .....	719